

Initiatives ministérielles

vantaient de leur capacité de gérer. En 1988, le slogan qu'ils clamaient haut et fort dans tout le pays était la «gestion du changement». Nous savons maintenant ce qu'il en est de leur capacité de gérer le changement. Ce changement est pour le pire. Le déficit n'a cessé d'augmenter. Le gouvernement n'a pas su gérer la crise financière à laquelle il fait face et dont il est en grande partie responsable.

Au lieu d'appliquer des politiques expansionnistes qui auraient pu permettre de créer des emplois et de réduire la dépendance à l'égard du régime d'assurance-chômage et de l'assistance sociale, deux programmes subventionnés par l'État, bref au lieu de mettre en oeuvre le genre de politique qui aurait permis d'accroître les recettes fiscales, le gouvernement a procédé à des compressions, d'une part, et à des augmentations d'impôt, d'autre part. Il a été obsédé par son objectif qui était d'avoir un taux d'inflation nul. Cette obsession a fait perdre leur emploi à des milliers de Canadiens. Et nous nous retrouvons maintenant avec un gouvernement en Ontario qui applique exactement les mêmes politiques. Notre province est doublement pénalisée, tout comme le Canada d'ailleurs.

Si l'Ontario est censée être le moteur de l'économie canadienne, comment peut-elle relancer notre économie alors que le gouvernement à Ottawa essaie constamment d'appliquer les freins, tandis que le gouvernement de la province lui ne sait pas comment les relâcher. Au lieu de tenter de stimuler l'économie ontarienne en éliminant les ridicules mesures législatives en matière de travail que propose le ministre et d'autres initiatives du genre, des choses qui attireraient les entreprises et permettraient à la province de prospérer un peu, le premier ministre de l'Ontario tient mordicus à tout bouleverser pour créer un mauvais cadre économique qui ne fera rien pour promouvoir les échanges commerciaux.

Le ministre des Finances vient à son tour nous annoncer qu'il stimule l'économie en distribuant des sommes dérisoires. Puis, de l'aveu général, quand le ministre tente véritablement pour la première fois de réduire les taxes, le premier ministre de l'Ontario vient tout gâcher. Comment les Ontariens sont-ils censés prospérer dans un tel environnement? Comment ceux qui viennent s'établir en Ontario sont-ils censés avoir l'impression de contribuer et de prospérer? Il fut un temps où l'Ontario était synonyme de prospérité. Ce n'est plus le cas à cause de la politique que pratique le ministre et des mesures que prend le gouvernement néo-démocrate de l'Ontario. La situation est triste, madame la Présidente, très triste.

Si le ministre est prêt à accepter de bons conseils, je lui propose d'aller voir immédiatement le premier ministre et de l'inciter à demander au gouverneur général de dissoudre la Chambre pour permettre à la population de se prononcer sur la façon dont le ministre et ses collègues dirigent le pays depuis huit ans. Dès qu'ils en auront la chance, les Canadiens exprimeront leur insatisfaction aux conservateurs et éliront un nouveau gouvernement qui sera en mesure de régler les problèmes que le gouvernement actuel a créés.

Mme le vice-président: La Chambre est-elle prête à se prononcer?

Des voix: Le vote.

Mme le vice-président: Conformément à l'ordre du mardi 1^{er} décembre 1992, la motion est mise aux voix d'office, et le vote par appel nominal est demandé et reporté d'office à 18 heures, le lundi 7 décembre 1992.

Comme il est 22 h 7, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain à 10 heures, conformément au paragraphe 24(1) du Règlement.

La séance est levée à 22 h 7.